



[#Read this in English](#)

Introduction

Les cadres légaux de protection des données et de la vie privée se sont de plus en plus développés à l'échelle mondiale. C'est particulièrement le cas en Asie : au cours des deux dernières années, plusieurs juridictions clés, dont la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam, ont soit introduit leurs premières réglementations sur la protection des données, soit mis à jour et réformé leurs réglementations existantes. Ces réglementations ont été de manière générale très influencées par le Règlement général sur la protection des données de l'UE ("**RGPD**"), lui empruntant certains concepts, et fixant une norme de conformité élevée pour les organisations qui traitent des données à caractère personnel.

Vous trouverez ci-dessous un aperçu des approches nationales de la **Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, de Singapour et du Vietnam** en matière de protection de la vie privée, préparé par notre **Asia data privacy taskforce**.

Notre Asia data privacy taskforce

Chez DS Avocats, nous avons développé une forte expertise sur les questions de protection des données en Asie, nous permettant d'assister nos clients dans le développement de leurs opérations tout en tenant compte de leurs obligations en matière de conformité des données. Notre connaissance du RGPD nous permet également de faire le lien entre les besoins des sièges européens et ceux des filiales locales en **Chine, Inde, Indonésie, Singapour et au Vietnam**.

Sommaire

[#Chine](#) [#Inde](#) [#Indonésie](#) [#Singapour](#) [#Vietnam](#)

Chine

Brève présentation de la protection des données personnelles en Chine

La *Personal Information Protection Law* ("PIPL") de la République populaire de Chine

("RPC"), entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2021, est connue sous le nom de "RGPD Chinois" en raison de ses similitudes avec le *Règlement Général sur la Protection des Données de l'UE* ("RGPD").

Les entreprises à capitaux étrangers ("FIE") familières de l'approche européenne de la protection des données possèdent ainsi certains avantages dans leur mise en conformité avec le RGPD Chinois. Toutefois, bien que fortement influencée par le GDPR, la PIPL s'en démarque tout aussi fortement. Les FIE ne peuvent donc se limiter à dupliquer leur système de conformité RGPD mais doivent prendre en compte les particularités du PIPL.

[\[Continuer la lecture sur le site\]](#)



Beibei Zhang

Collaboratrice, bureau de
Shanghai

[Retour au sommaire](#)



Inde

Depuis l'arrêt historique de la Cour suprême indienne ayant déclaré le "droit à la vie privée" comme un droit fondamental en 2017 et exhorté le gouvernement indien d'établir un régime de protection des données, les décideurs politiques ont travaillé à l'adoption d'une législation centrale afin de protéger la vie privée. Grâce à ces efforts, le *Digital Personal Data Protection Act, 2023* (« **DPDPA** ») a finalement été adopté le 11 août 2023.

Le DPDPA remplace un ensemble de règles établies en vertu de l'article 43A de l'*Information Technology Act, 2000*, qui jouait jusqu'alors le rôle de loi sur la protection des données.

[\[Continuer la lecture sur le site\]](#)



Lisbeth Lanvers-Shah
Pré-Associée, Head of India
Desk

[Retour au sommaire](#)



Indonésie

La loi indonésienne sur la protection des données personnelles (loi n° 27 de l'année 2022)(« **PDPL** »), attendue depuis longtemps, est finalement entrée en vigueur le 17 octobre 2022.

Avec sa couverture extraterritoriale, la PDPL s'applique tant aux activités de traitement en dehors du territoire indonésien qu'aux activités ayant un effet ou des conséquences juridiques en Indonésie et/ou envers des personnes indonésiennes se trouvant à l'étranger. Elle opère un classement des données personnelles en catégories spécifiques et générales.

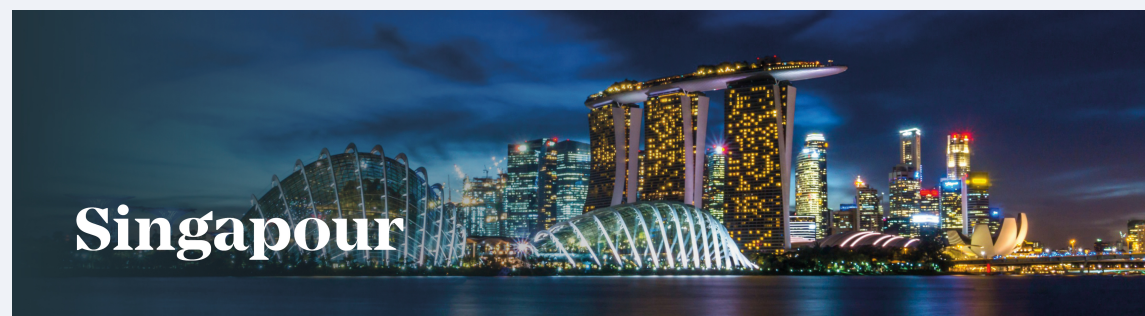
La PDPL vient réglementer diverses activités de traitement des données personnelles, en mettant l'accent sur des principes tels que la collecte limitée et transparente des données, le traitement exact et les mesures de sécurité. Des dispositions transitoires prévoient une période de mise en conformité de deux ans pour les entités impliquées dans le traitement des données personnelles.

[\[Continuer la lecture sur le site\]](#)



Lucas Mascarade
Counsel, bureau de
Jakarta

[Retour au sommaire](#)



La loi dite *Personal Data Protection Act, 2012* (« **PDPA** »), socle de la réglementation sur la protection des données personnelles à Singapour, est entrée en vigueur le 2 juillet 2014. L'objectif principal du PDPA est de protéger les droits à la vie privée des individus et de réglementer la collecte et le traitement des données personnelles par les organisations privées.

Le RGPD et le PDPA

Le RGPD est fondé sur la protection des droits fondamentaux des individus, en particulier le droit à la vie privée, et met l'accent sur la protection des données en tant

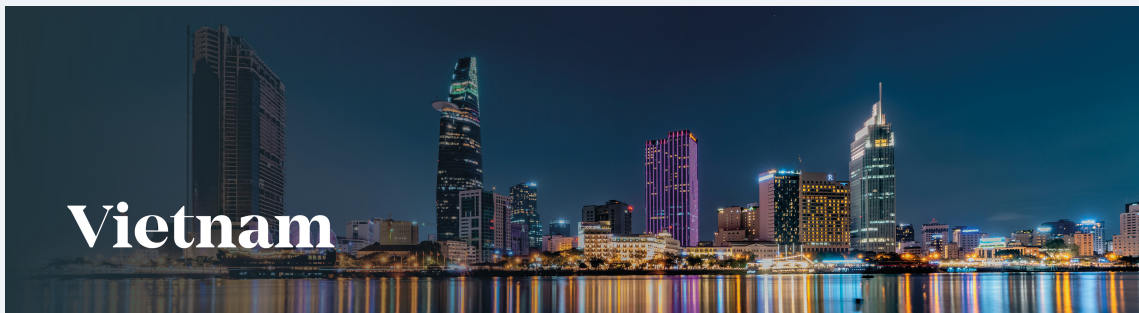
de l'individu, plaçant ainsi la sauvegarde de la vie privée au cœur de ses préoccupations et reconnaissant l'importance de préserver la confidentialité des données personnelles. Le PDPA recherche quant à lui un équilibre entre la protection des données personnelles et la facilitation des affaires, reconnaissant l'importance de l'innovation et du développement économique tout en sauvegardant la protection de la vie privée.

[\[Continuer la lecture sur le site\]](#)



Lisbeth Lanvers-Shah
Pré-Associée, bureau de
Singapour

[Retour au sommaire](#)



Le gouvernement vietnamien a publié le décret 13/2013/ND-CP sur *Personal Data Protection*

("DPDP") le 17 avril 2023, lequel est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2023. Le DPDP remplace plusieurs lois éparses et définit le cadre juridique de la protection des données au Vietnam.

Entre influence internationale et spécificité locale

Fortement influencé par le RGPD, le DPDP fournit une définition plus claire des données personnelles (de base et celles considérées comme sensibles), de la responsabilité des organisations et des individus traitant des données personnelles, ainsi que des droits des individus.

[\[Continuer la lecture sur le site\]](#)



Quynh Nhi Pham

Collaboratrice, bureau de Ho Chi Minh-Ville

[Retour au sommaire](#)

Cliquez sur l'image ci-dessous pour recevoir notre newsletter [Douane & Commerce international](#) édition Chine, Inde, Indonésie, Singapour et Vietnam.



SOUTH-EAST ASIA
TRADE & CUSTOMS 
Legal intelligence from DS Avocats



[China](#) • [India](#) • [Indonesia](#) • [Singapore](#) • [Vietnam](#)

ASIA NEWSLETTER 

Legal intelligence from DS Avocats

[#Read this in French](#)

Introduction

Data protection and privacy frameworks are increasingly being developed globally. This is particularly the case in Asia: in the past two years, several key jurisdictions, including China, India, Indonesia and Vietnam have either introduced their jurisdiction's first-ever comprehensive data protection laws or are updating and reforming their existing privacy laws. These regulations are very much influenced by, or borrow concepts from, the EU General Data

Protection Regulation (“GDPR”) and set a high standard of compliance for organisations processing personal data.

Below is a snapshot of **China, India, Indonesia, Singapore and Vietnam** national approaches to privacy prepared by our Asia data privacy task force.

Our Asia data privacy task force

At DS Avocats, we have developed a strong expertise in data protection issues in Asia, enabling us to assist our clients in the development of their operations while taking into account their data compliance obligations. Our knowledge of the GDPR also allows us to bridge the needs of European based headquarters and the local subsidiary in **China, India, Indonesia, Singapore and Vietnam**.

Summary

[#China](#) [#India](#) [#Indonesia](#) [#Singapore](#) [#Vietnam](#)



Brief Introduction of Personal Data Protection in China

The Personal Information Protection Law (“PIPL”) of the People’s Republic of China (“PRC”), which came into effect on 1 November 2021 is known as “Chinese GDPR” due to its similarities with the EU General Data Protection Regulation (“GDPR”).

Foreign invested enterprises (“FIEs”) familiar with the European approach to data protection would have some advantages in implementing the “Chinese GDPR”, as some of the best practices established under the GDPR hold significant value as a model. However, as influenced by the GDPR as the PIPL might be, one cannot simply rely on their knowledge of the GDPR while approaching the PIPL and must take into account the distinctive features of data controllers/processors in China.

[\[Keep reading on the website\]](#)



Beibei Zhang Associate,
Shanghai office

[Back to contents](#)



Since the Supreme Court of India declared the "right to privacy" a fundamental right in a landmark 2017 judgment and urged the national government to establish a data protection regime, policymakers have worked toward passing central legislation to protect privacy. As a result of this effort, the Digital Personal Data Protection Act, 2023 ("**DPDPA**") was finally passed on August 11th 2023.

The DPDPA replaces a set of rules made under section 43A of the Information Technology Act, 2000 – which superficially resemble a data protection law.

[\[Keep reading on the website\]](#)



Lisbeth Lanvers-Shah

[Back to contents](#)



Indonesia's long awaited law on Personal Data Protection (Law No. 27 Year 2022) ("PDPL") finally came into force on 17 October 2022. With its extraterritorial coverage, the PDPL also applies to processing activities outside Indonesian jurisdiction so long as the activities have legal effect or consequences within Indonesia and/or towards Indonesian data subjects outside Indonesia. It classifies personal data into specific and general categories.

The PDPL regulates various personal data processing activities, emphasizing principles such as limited and transparent data collection, accurate processing, and security measures. Transitional provisions set a two-year compliance period for entities involved in personal data processing.

[\[Keep reading on the website\]](#)



Lucas Mascarade
Counsel, Jakarta office

[Back to contents](#)

Singapore

The Personal Data Protection Act of Singapore 2012 (**PDPA**) came into effect on 2 July 2014 and provides a baseline standard of protection for personal data in Singapore. The PDPA's main purpose is to protect privacy rights of individuals and regulate the collection and treatment of personal data by private organisations.

GDPR and PDPA:

While the GDPR is grounded in the philosophy of individual fundamental rights, particularly the right to privacy, and places a strong emphasis on data protection as a fundamental right of the individual positioning the safeguarding of privacy at the core of its concerns and recognizing the importance of preserving the confidentiality of personal data, the PDPA seeks a balance between data protection and facilitating business and acknowledges the significance of innovation and economic development while concurrently safeguarding privacy.

[\[Keep reading on the website\]](#)



Lisbeth Lanvers-Shah Junior
Partner, Singapore office

[Back to contents](#)



On 17 April 2023, the Government issued Decree 13/2013/ND-CP on Personal Data Protection (“**DPDP**”) providing a comprehensive and uniform approach to data protection in Vietnam. The DPDP took effect on 1 July 2023.

A combination between international trend and local governance

Heavily influenced by the GDPR, the DPDP provides a clearer definition of personal data (basic and to-be-considered sensitive ones), responsibility of organisations and individuals that process personal data, as well as the rights of individuals over their personal data.

[\[Keep reading on the website\]](#)



Quynh Nhi Pham
Associate, Ho Chi Minh
office

[Back to contents](#)

Click on the image below to receive our [Customs & International Trade](#) newsletter for China, India, Indonesia, Singapore and Vietnam.
